



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Pass numérique - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses citoyens.

On désigne par citoyenneté numérique la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- l'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Métropole et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;
- le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut donc pas développer de services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. Une personne sur six en France n'utilise pas Internet et une personne sur trois manque de compétences numériques de base.

En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population selon une étude CREDOC de 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques

- 27 000 personnes (7%) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'usager ;
- 74 000 personnes (19%) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14%) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans l'établissement d'une stratégie en faveur de la citoyenneté numérique qui préfigure un schéma directeur d'inclusion numérique.

Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté à l'appel à projets « Pass numériques » et vient d'en être lauréat. L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires financera ainsi le projet de déploiement de PASS numérique permettant « l'accompagnement des citoyens à l'acquisition de nouvelles compétences numériques » à hauteur de 50% du montant global du projet qui s'élève à 120 000 euros.

Le dispositif de Pass numérique répond aux objectifs d'universalité, d'équité territoriale et de lutte contre les inégalités d'accès au numérique. Il offre à des publics vulnérables identifiés la possibilité d'accéder - dans des lieux préalablement qualifiés - à des services d'accompagnement numérique avec une prise en charge totale ou partielle par un tiers-payeur.

Le Pass Numérique est donc un dispositif qui permet aux collectivités territoriales d'organiser leur réseau de distribution de pass numériques auprès des publics éloignés du numérique, afin que ceux-ci puissent échanger leur Pass numériques contre des heures d'apprentissage, dans des lieux qualifiés.

Le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires entend contractualiser avec la Métropole pour ce soutien financier de l'Etat. La présente convention est conclue pour une durée maximale de 27 mois avec une fin de la mise en œuvre de l'action prévue le 31 décembre 2022 au plus tard.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de subventionnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148571-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.